ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 10 octobre 1968, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal", a donné le 23 octobre 1968 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e oktober 1968 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioensregeling van het gemeentepersoneel",heeft de 23e oktober 1968 het volgend advies gegeven:

L'article 115 nouveau du projet conférant au Ministre de la Santé publique le pouvoir de proposer un de ses fonctionnaires pour faire partie de la commission, il convient que ce Ministre propose également l'arrêté, qu'il intervienne dans son exécution et qu'il le contresigne.

L'article 117, alinéa 5, nouveau, du projet étant pris en application de l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 mars 1965, il y a lieu de viser cette disposition au préambule.

En ce qui concerne l'article 120 nouveau du projet, la suppression de tout quorum de présences pourrait avoir pour conséquence extrême que, au cas où ne siégeraient que le président et un membre et qu'un désaccord existerait entre eux, le président pourrait en vertu de sa voix prépondérante imposer seul une décision. Si le Gouvernement accepte cette éventualité, il conviendrait que le texte soit rédigé de façon plus explicite sur ce point.

En ce qui concerne l'article 133 nouveau du projet, ce n'est pas le Ministre qui accorde la pension. C'est l'autorité dont dépendait en dernier lieu l'ayant droit. C'est la Caisse de répartition qui liquide cette pension selon les règles établies par ladite autorité; et c'est le Ministre, en tant que chef hiérarchique de la Caisse, qui clôt cette liquidation en arrêtant le montant de la pension.

.../...

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après qui contient des modifications de détail ne requérant aucun commentaire.

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 26 DECEMBRE 1938 RELATIF AU REGIME DES PENSIONS DU PERSONNEL COMMUNAL.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, modifié par les arrêtés royaux des 18 juillet 1960 et 7 décembre 1964, notamment les articles 5, 20, 35, 73, 112, 114 à 125, 130, 133, 134 et 151;

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des Ministères, notamment l'article 6, alinéa 2;

Considérant que, pour tenir compte de la diversité des situations du personnel intéressé, il est nécessaire de modifier la composition de la commission spéciale des pensions instituée près la Caisse de répartition des pensions communales;

/

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Santé publique,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les articles 114 à 124 de l'arrêté royal du 26 décembre 1938 relatif au régime des pensions du personnel communal, modifiés par les arrêtés royaux des 18 juillet 1960 et 7 décembre 1964, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 114. - Une commission spéciale des pensions est instituée près la Caisse de répartition des pensions communales. Cette commission siège à l'Administration centrale du Ministère de l'Intérieur.

Article 115. - La commission comprend un président et treize membres, ceux-ci étant :

1° deux fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur et un fonctionnaire proposé par le Ministre de la Santé publique, qui le choisit parmi le personnel de son Département;

.../

2° cinq membres choisis parmi les affiliés de la Caisse de répartition en service actif et parmi les personnes à la retraite à charge de la Caisse;

3° cinq membres choisis parmi les bourgmestres, échevins et conseillers des communes affiliées à la Caisse ainsi que parmi les administrateurs des établissements publics affiliés à la Caisse.

Article 116. Le Ministre de l'Intérieur nomme le président et les membres de la commission pour un terme de six ans.

Il nomme pour chaque membre un suppléant. Celui-ci achève le mandat du membre effectif en cas de vacance.

Les mandats des membres effectifs et des membres suppléants sont renouvelables. Le Ministre peut y mettre fin en tout temps.

La commission désigne en son sein un vice-président.

Article 117. Le secrétariat de la commission est assuré par deux membres du personnel de la Caisse de répartition choisis par le Ministre en dehors de la commission.

Le Ministre peut leur adjoindre des fonctionnaires

Les secrétaires et les fonctionnaires qui leur sor adjoints bénéficient d'une indemnité annuelle, dont le Ministre fixe le montant.

/

Article 118. La commission est chargée :

1° de vérifier les pensions proposées par la Caisse de répartition;

2° de contrôler la répartition des dépenses annuelles de ladite Caisse;

3° de donner son avis au Ministre de l'Intérieur :

a) dans tous les cas où cet avis est requis par le présent arrêté;

b) sur toutes les questions relatives au régime de pensions du personnel communal que le Ministre lui soumet.

Les avis visés au 3°, b, peuvent être publiés moyennant l'accord du Ministre.

La commission peut faire au Ministre, en matière de régime de pensions du personnel communal, toutes propositions qu'elle juge utiles. Elle doit les motiver.

Article 119. La commission se réunit au moins une fois par mois.

Elle est convoquée par le président chaque fois qu'il y a lieu, ou à la demande motivée de cinq membres.

Elle peut être convoquée par le Ministre.

Article 120. ... (voir avis) ...

.../...

Article 121. Le Ministre de l'Intérieur arrête le règlement d'ordre intérieur sur avis de la commission.

Article 122. Les secrétaires font rapport à la commission sur les pensions à vérifier.

Ils inscrivent au procès-verbal les résolutions, avis et propositions de la commission.

Article 123. Un jeton de présence, dont le Ministre fixe le montant, est alloué au président et aux membres de la commission.

Ceux-ci bénéficient des indemnités pour frais de parcours et pour frais de séjour conformément aux règlements généraux applicables au personnel des Ministères, A cette fin, ils sont assimilés aux fonctionnaires des rangs 15 à 17.

Article 124. Les frais d'administration de la Caisse de répartition sont à charge de l'Etat.

Sont liquidés par la Caisse et considérés comme faisant partie de la dépense résultant de la répartition annuelle des pensions, visée à l'article 4 de la loi du 25 avril 1933 :

1° les frais généraux de fonctionnement de la commission;

2° les indemnités des secrétaires de la commission et de leurs adjoints éventuels;

3° les jetons de présence et les indemnités alloués aux président et membres de la commission."

.../...

Article 2.-

Les articles 133 et 134 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 133. Le montant de la pension est arrêté par le Ministre de l'Intérieur.

Tout ayant droit à la pension reçoit un brevet.

Article 134. ... (comme au projet) ...".

Article 3.-

§ 1er. L'article 130, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

§ 2. Aux articles 5, 20, 35, 73, 112, 125 et 151 du même arrêté, les mots "et de la Santé publique" sont supprimés.

Article 4.-

Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de la Santé publique,

Het nieuwe artikel 115 van het ontwerp machtigt de Minister van Volksgezondheid om een van zijn ambtenaren voor te dragen als lid van de commissie; die Minister dient dan ook het besluit mede voor te dragen, mede voor de uitvoering ervan te zorgen en het mede te ondertekenen.

Het nieuwe artikel 117, vijfde lid, van het ontwerp is vastgesteld op grond van artikel 6, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 maart 1965; die bepaling moet dan ook in de aanhef worden vermeld.

De afschaffing van ieder aanwezigheidsquorum in het nieuwe artikel 120 van het ontwerp zou als uiterste gevolg kunnen hebben dat, ingeval alleen de voorzitter en een lid zitting hebben en zij het niet eens zijn, de voorzi ter, wiens stem beslissend is, alleen een beslissing zou kunnen opdringen. Houdt de Regering daarmede rekening, dan zou de tekst in dat opzicht moeten worden verduidelijkt

In verband met het nieuwe artikel 133 van het ontwerp moet worden opgemerkt dat het pensioen niet wordt toegekend door de Minister, maar door de overheid waaronder de pensioengerechtigde in laatste instantie ressorteerde. Het is de Omslagkas die dat pensioen vereffent volgens de regelen door die overheid bepaald, terwijl de Minister, in zijn hoedanigheid van hiërarchisch hoofd van de Kas, de vereffening afsluit met de vaststelling van het pensioenbedrag.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor, waarin nog verdere detailwijzigingen zijn aangebracht die geen commentaar behoeven.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 26 DECEMBER 1938 BETREFFENDE DE PENSIOENREGELING VAN HET GEMEENTEPERSONEEL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juli 1960 en 7 december 1964, inzonderheid op de artikelen 5, 20, 35, 73, 112, 114 tot 125, 130, 133, 134 en 151;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der Ministeries, inzonderheid op artikel 6, tweede lid;

Overwegende dat het nodig is, ten einde rekening te houden met de verscheidenheid in de toestand van het betrokken personeel, de samenstelling te wijzigen van de speciale pensioencommissie ingesteld bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Volksgezondheid,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De artikelen 114 tot 124 van het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 juli 1960 en 7 december 1964, worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 114. Bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen wordt een speciale pensioencommissie ingesteld. Die commissie heeft haar zetel bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Artikel 115. De commissie bestaat uit een voorzitter en dertien leden, met name :

1° twee ambtenaren van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, en een ambtenaar voorgedragen door de Minister van Volksgezondheid die hem kiest uit het personeel van zijn Departement;

2° vijf leden gekozen uit de bij de Omslagkas aangesloten personeelsleden in actieve dienst en uit degenen die ten bezware van de Kas op pensioen zijn gesteld;

3° vijf leden gekozen uit de burgemeesters, schepenen en raadsleden van de bij de Kas aangesloten gemeenten en uit de beheerders van de bij de Kas aangesloten openbare instellingen.

.../...

Artikel 116. De Minister van Binnenlandse Zaken benoemt de voorzitter en de leden van de commissie voor een termijn van zes jaar.

Hij benoemt voor elk lid een plaatsvervanger. Deze voltooit het mandaat van het werkend lid in geval van vacature.

Het mandaat van de werkende en plaatsvervangende leden kan worden vernieuwd. De Minister kan het te allen tijde doen eindigen.

De commissie wijst uit haar midden een ondervoorzitter aan.

Artikel 117. Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door twee personeelsleden van de Omslagkas welke de Minister buiten de commissie kiest.

De Minister kan hun ambtenaren toevoegen.

De secretarissen en de hun toegevoegde ambtenaren ontvangen een jaarlijkse vergoeding waarvan het bedrag door de Minister wordt vastgesteld.

Artikel 118. De commissie heeft tot taak :

1° de door de Omslagkas voorgestelde pensioenen te verifiëren ;

2° toezicht uit te oefenen op het omslaan van de jaarlijkse uitgaven van die Kas ;

.../...

3° de Minister van Binnenlandse Zaken van advies te dienen :

a) in alle gevallen waarin dit besluit het vereist ;

b) over alle kwesties in verband met de pensioenregeling van het gemeentepersoneel welke de Minister haar voorlegt.

De onder 3° bedoelde adviezen mogen met de toestemming van de Minister openbaar gemaakt worden.

De commissie kan aan de Minister op het stuk van de pensioenregeling van het gemeentepersoneel alle voorstellen doen welke zij dienstig acht. Zij moet die voorstellen met redenen omkleden.

Artikel 119. De commissie vergadert ten minste eenmaal per maan

Zij wordt door de voorzitter bijeengeroepen telkens als daartoe aanleiding is, of op met redenen omkleed verzoek van vijf leden.

Zij kan door de Minister worden bijeengeroepen.

Artikel 120. ... (zie advies) ...

Artikel 121. De Minister van Binnenlandse Zaken stelt het huishoudelijk reglement vast op advies van de commissie.

Artikel 122. De secretarissen brengen aan de commissie verslag uit over de te verifiëren pensioenen.

.../...

Zij notuleren de beslissingen, adviezen en voorstellen van de commissie.

Artikel 123. De voorzitter en de leden van de commissie ontvange presentiegeld, volgens een tarief dat door de Minister wordt vastgesteld.

Zij ontvangen vergoedingen wegens reis- en verblijfkosten overeenkomstig de algemene regelen die voor het personeel der Ministeries gelden. Hiervoor worden zij gelijkgesteld met de ambtenaren van de rangen 15 tot 17.

Artikel 124. De beheerskosten van de Omslagkas komen ten laste van het Rijk.

Door de Kas worden vereffend en worden geacht deel uit te maken van de in artikel 4 van de wet van 25 april 1933 bedoelde uitgave wegens de jaarlijkse omslag van de pensioenen:

1° de algemene werkingskosten van de commissie ;

2° de vergoedingen voor de secretarissen van de commissie en hun eventuele adjuncten ;

3° het presentiegeld en de vergoedingen, toegekend aan de voorzitter en de leden van de commissie".

Artikel 2.-

De artikelen 133 en 134 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

../...

"Artikel 133. Het pensioenbedrag wordt vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Ieder pensioengerechtigde ontvangt een pensioenbewijs

Artikel 134. De bepalingen van de artikelen 18, tweede lid, 33, 85 en 88, tweede lid, worden door de Minister van Binnenlandse Zaken toegepast na advies van de commissie".

Artikel 3.-

§ 1. Artikel 130, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

§ 2. In de artikelen 5, 20, 35, 73, 112, 125 en 151 van hetzelfde besluit worden de woorden "en Volksgezondheid" geschrapt.

Artikel 4.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

De Minister van Volksgezondheid,

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : P. DE VISSCHER, assesseurs de la
de Heren : G. ARONSTEIN, section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.G. BOLAND, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut-auditeur generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.